DIAL

L'actualité en bref - juillet-août 2003

Nicolas Pinet

lundi 1er septembre 2003, par Dial, Nicolas Pinet

MERCOSUR

L'Uruguay est chargé, depuis juillet et pour 6 mois, de la présidence du bloc. La volonté brésilienne, soutenue par l'Argentine de créer un Mercosur politique avec un parlement supranational, est considérée prématurée par le Parti Colorado uruguayen, actuellement au pouvoir ; elle est rejetée par le Parti national (ou Parti Blanco), allié occasionnel. Dans ce contexte, l'Uruguay cherchera à freiner l'initiative brésilienne.

ARGENTINE

Mardi 12 août, le Congrès argentin a annulé les lois de « Point final » et d'« obéissance due », votées respectivement en 1986 et 1987 pour mettre fin aux procès des militaires accusés de violations des droits humains. Les seuls condamnés avaient été les commandants en chef des trois corps d'armée, qui avaient bénéficié de la grâce présidentielle après l'élection à la présidence de Carlos Menem (1989). Les anciens commandants en chef avaient cependant été impliqués dans d'autres procès par la suite. Vendredi 29 août, le gouvernement espagnol a fait connaître sa décision de ne pas donner suite à la demande d'extradition de 39 militaires et un civil argentins par le juge Baltasar Garzón. Ce même jour, le président argentin, Néstor Kirchner, annonçait qu'il avait déjà promulgué la nullité des lois citées, et réaffirmait sa volonté que ces procès aient lieu en Argentine.

BOLIVIE

Le président de Bolivie, Gonzalo Sánchez de Lozada, lors de sa présentation annuelle devant le parlement le jour de l'anniversaire de l'indépendance du pays, le 6 août, a déclaré comprendre le mécontentement de la population face à l'absence de mesures effectives pour sortir de la crise économique que traverse actuellement le pays. Durant sa première année de mandat, le gouvernement, issu du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) – parti de droite –, a dû faire face à l'opposition musclée du Mouvement vers le socialisme (MAS), parti de gauche conduit par Evo Morales, et seconde force politique du pays. Pour lutter contre les mesures adoptées par le gouvernement, le mouvement a eu recours tant aux blocages des routes qu'à l'opposition parlementaire (voir L'actualité en bref de janvier, février et mai 2003).

BRÉSIL

Lundi 21 juillet, diverses personnalités du monde de la culture, parmi lesquelles Gilberto Gil, l'actuel ministre de la culture brésilien, Walter Veltrono, le maire de Rome, Jacques Lang et Manuel Carrillo, anciens ministres, français et portugais, de la culture, et Jaime Pagès, président du Forum culturel de Barcelone, signaient « l'Appel de Rome ». Comme l'affirmait ce même jour le maire de Rome, l'appel cherche à redonner priorité à la culture dans les agendas gouvernementaux, en faisant d'elle « l'instrument d'une plus grande justice sociale et pour combattre tout type d'apartheid entre le nord et le sud du monde ». En mai 2004, durant le Forum culturel de Barcelone, le texte de l'Appel sera repris dans un Manifeste mondial de la culture. En juillet 2004, le texte devrait être approuvé de manière définitive et

ratifié officiellement durant le premier Forum social mondial de la culture que Gil organisera à Sao Paolo, et que devrait avoir lieu tous les trois ans.

Le projet gouvernemental de réforme du système des retraites (voir L'actualité en bref de juin 2003), qui a déclenché de nombreuses manifestations de rejet, a été approuvé par la Chambre des députés, dans la nuit du mardi 5 au mercredi 6 août. Il s'agit là d'une première ébauche qui pourrait subir des modifications de la part des députés. Viendra alors une autre votation des députés, puis deux des sénateurs. Les partis de gouvernement avaient anticipé d'un jour le débat parlementaire pour éviter la pression de la manifestation des fonctionnaires prévue pour le 6, face au congrès.

Un « rapport sur les crimes des latifundia », normalement annuel, a été remis fin août au secrétaire d'État aux droits humains, Nilmario Miranda, par la Commission pastorale de la terre (CPT), organisme de l'Église catholique qui réalise depuis 1985 des rapports annuels sur les conflits pour la terre et ses conséquences. Le rapport qui fait état de 44 homicides, en 8 mois, pour 43 en 2002, vient contredire les rumeurs critiquant les débordements du mouvement social : pour l'instant, les paysans sans terre sont surtout les victimes des violences.

Fin août, le président brésilien était en visite au Venezuela après avoir signé à Lima une alliance stratégique avec le Pérou, nouvel associé du Mercosur (comme le sont déjà la Bolivie et le Chili) – Le Venezuela projette lui aussi de devenir associé en décembre. Le gouvernement brésilien mettra à la disposition du gouvernement Chávez un crédit d'un milliard de dollars, destiné à des chantiers d'aménagement du territoire et à des négociations commerciales.

CHILI

Le président Ricardo Lagos a présenté au pays, dans la soirée du mardi 12 août, sa « proposition de droits humains », un mois avant le 30ème anniversaire du coup d'État de 1973. La proposition, sur la base de laquelle le congrès devra élaborer une série de lois, cherche à encourager la remise d'informations concernant les détenus-disparus, en proposant un allégement de peine, voire l'impunité, pour les soldats n'ayant fait qu'exécuter des ordres auxquels ils pouvaient difficilement se soustraire et qui présenteraient à la justice de nouveaux antécédents. Elle prévoit aussi d'augmenter les réparations octroyées aux familles des victimes et inclut pour la première fois la remise d'une indemnisation « austère et symbolique » aux personnes victimes de torture ou emprisonnées.

La Centrale unitaire de travailleurs (CUT) avait appelé à la grève générale – la première depuis le retour de la démocratie –, mercredi 13 août, pour protester contre ce qu'elle considère comme les conséquences du modèle néolibéral et le peu de respect de l'exécutif et des chefs d'entreprise pour les droits et les revendications des travailleurs. Le bilan de la journée diffère beaucoup selon les sources. Pour le président de la CUT, Arturo Martínez, la mobilisation fut un succès. José Miguel Insulza, l'actuel ministre de l'intérieur, a lui mis l'accent sur les désordres survenus dans différentes grandes villes du pays et sur le faible degré de mobilisation.

COLOMBIE

Le verdict du tribunal administratif du département de Cundinamarca a ordonné en juillet de suspendre la fumigation aérienne des cultures illicites avec du glifosate, du fait de ses effets potentiels sur la santé et l'environnement. Le président Alvaro Uribe a déclaré qu'il ne suspendrait pas les fumigations qui font partie du plan d'éradication des cultures illicites, et le gouvernement a fait appel du verdict devant le Conseil d'État.

Mardi 15 juillet, le gouvernement et les Autodéfenses unies de Colombie ont annoncé dans un communiqué commun la signature, après 7 mois de contacts, d'un accord en 10 points par lequel les paramilitaires s'engagent à démobiliser progressivement la totalité de leurs membres d'ici à fin 2005. De son côté, le gouvernement s'est engagé à favoriser leur réincorporation à la vie civile. Étant donné le coût de l'opération, qui devrait s'élever à 92 millions de dollars, le gouvernement a appelé de ses vœux la

coopération de la communauté internationale et des chefs d'entreprise. Il a aussi présenté au Congrès, le 21 août, un projet de loi prévoyant d'octroyer la liberté conditionnelle aux combattants qui se joignent au processus de paix. Le Bureau des droits humains de l'ONU a dénoncé la mesure pour l'impunité qu'elle pourrait conférer aux criminels.

CUBA

Mi-juillet, se sont éteints deux célèbres artistes cubains, Compay Segundo et Celia Cruz. La renommée de Compay devint mondiale après la sortie du film Buena Vista Social Club. Celia Cruz, « la reine de la salsa », vivait aux États-Unis depuis le début des années 60, et fut depuis lors une fervente opposante au régime castriste.

L'Union européenne a décidé de maintenir le dialogue avec Cuba, malgré ses critiques sur la situation humanitaire du pays.

Début août, Eloy Gutiérrez Menoyo, exilé en 1986 aux États-Unis après avoir purgé une peine de 22 ans de prison et de visite dans l'île grâce à une permission spéciale, a annoncé qu'il restait à Cuba pour lutter en faveur d'un futur pluraliste. Eloy Gutiérrez, ancien commandant durant la lutte contre Batista, avait été accusé d'insubordination armée. Leader de l'aile modérée des exilés cubains, il réclame désormais un « espace légal » pour pouvoir développer dans l'île son labeur d'opposant. Il a aussi invité le gouvernement des États-Unis à mener vis-à-vis de Cuba une politique conforme aux intérêts du Département d'État, et non d'une fraction des exilés cubains.

ÉQUATEUR

Fin juillet, la République dominicaine a accédé à la demande de l'ancien président d'Équateur, Gustavo Noboa, lui octroyant l'asile politique. Ce dernier, élu vice-président en 1998 et devenu chef du gouvernement après la destitution de Jamil Mahuad le 21 janvier 2000 – de janvier 2000 à janvier 2003 –, est accusé de corruption. Jamil Muhuad, confronté à des accusations similaires, avait lui aussi déjà choisi l'exil.

La Confédération de nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE) a décidé de rompre le dialogue avec le gouvernement de Lucio Gutiérrez, accusé de trahir le programme de l'alliance politico-sociale qui l'a porté au pouvoir en janvier 2003. Les ministres issus du mouvement indigène ont quitté le gouvernement, et leurs députés sont passés dans l'opposition. Le président ne peut donc plus compter que sur le soutien parlementaire des 6 représentants de son parti, le Parti société patriotique 21 janvier (PSP), et sur le soutien circonstanciel du Parti social chrétien (PSC), situé à droite de l'échiquier (25 députés, sur un total de 100).

La CONAIE a déclaré qu'Alvaro Uribe – le président colombien était en visite à Quito vendredi 22 août –, était « persona no grata » dans le pays : « son gouvernement attente à la dignité des peuples indigènes de son pays. En prétendant inclure l'Équateur dans le conflit colombien, il attente aussi contre notre souveraineté et notre dignité ».

GUATEMALA

Mercredi 30 juillet, la Cour de constitutionnalité a obligé le Tribunal suprême électoral à inscrire l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt (1982-1983) comme candidat du Front républicain guatémaltèque, actuellement au pouvoir, pour les élections présidentielles du 9 novembre (voir L'actualité en bref de juin 2003). 4 des 7 juges de la Cour ont autorisé la candidature en dépit du fait que la Constitution en vigueur précise que les personnes ayant participé à un coup d'État – comme c'est le cas de Ríos Montt – ne pourront pas se porter candidat à la présidence.

MEXIQUE

Les élections parlementaires, dimanche 6 juillet, premières élections générales depuis la fin des gouvernements du PRI – Parti révolutionnaire institutionnel – (1929-2000), ont connu un taux d'abstention sans précédent (près de 60 % de la population en âge de voter). 36,3 % des électeurs votèrent pour le PRI, 30,6 % pour le Parti Action national (PAN) actuellement au pouvoir, et 17,8 % pour le Parti de la révolution démocratique (PRD), de gauche. Aucun parti n'aura donc la majorité, et seuls 60 % des électeurs qui choisirent Vicente Fox pour président, votèrent cette fois pour le PAN.

Digna Ochoa, avocate engagée en faveur de la défense des droits humains, se serait suicidée, après avoir monté un scénario pour laisser croire qu'elle avait été assassinée. C'est le résultat de l'enquête judiciaire menée depuis fin 2002 par un procureur spécial – les premiers enquêteurs étaient arrivés eux aussi à la même conclusion. La famille d'Ochoa a refusé les résultats de l'enquête, défendant la thèse de l'assassinat.

Le gouvernement de Mexico a finalement décidé, fin juillet, de placer sous contrôle policier fédéral Ciudad Juarez, une ville de 1,2 millions d'habitants située à la frontière nord du pays (dans l'État de Chihuahua) dans laquelle ont été assassinées depuis dix ans quelque 300 femmes, ayant toutes entre 15 et 30 ans, souvent après avoir été violées, et sans qu'une explication claire des motifs des meurtres puisse être avancée.

Le Collège de la frontière nord vient de terminer une étude sur l'émigration clandestine vers les États-Unis. Le durcissement des contrôles frontaliers états-uniens a provoqué ces dix dernières années la mort de plus de 3 000 émigrants illégaux et la détention de 12 millions d'autres, contribuant aussi au développement sans précédent du trafic de personnes.

L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), en retrait depuis 2 ans, a annoncé début août la dissolution de ses entités politico-culturelles nommées aguascalientes (eaux chaudes) qui ont été ces dernières années un lieu de rencontre entre le groupe et des organisations de la société civile. A aussi été annoncé la création de 5 caracoles (escargots), nom donné à la nouvelle division administrative qui organisera les 33 municipes contrôlés par l'EZLN. Dans ces districts seront instaurés des « juntes de bon gouvernement », constituées d'autorités élues par la communauté indigène – mais sans reconnaissance officielle par l'État mexicain –, avec une police propre et un système de collecte d'impôts. Le sous-commandant Marcos cesse aussi d'être le porte-parole du mouvement.

NICARAGUA

Les paysans sans terre ont initié fin juillet « une marche des affamés » pour dénoncer le non-respect de l'accord signé par le gouvernement le 13 septembre 2002 et qui prévoyait l'octroi de champs cultivables, la création d'emplois et le renforcement des services de santé et d'éducation. Début août, le gouvernement d'Enrique Bolaños a finalement accepté de négocier avec les paysans et promis de remettre 3 409 hectares de terres aux paysans dans un délai de 45 jours.

PARAGUAY

Le nouveau président du Paraguay, Nicanor Duarte Frutos, a pris ses fonctions, vendredi 15 août, dans un climat de crise économique et de conflit social. La cérémonie, à laquelle était conviée une dizaine de mandataires latino-américains, s'est déroulée au milieu de grèves et de manifestations.

L'ex président, Luis González Macchi (2000-2003) doit affronter actuellement plusieurs procès, pour association criminelle, atteinte à la confiance, enrichissement illicite et abus de pouvoir. Un des procès en cours a résolu, mercredi 27 août, de l'interdire de sortir du pays.

PÉROU

L'occupation du village septentrional de Huran Marca par des membres du Sentier lumineux, qui, après avoir mis en fuite la police, réunirent les habitants pour les haranguer, vient, après la prise d'otages des 71 travailleurs de l'entreprise argentine Techint, confirmer la reprise d'activités du mouvement maoïste.

La Commission vérité et réconciliation (CVR) a remis fin août les 9 tomes et annexes de son rapport final au président Alejandro Toledo, après 22 mois de travail et la récollection de plus de 16 000 témoignages, recueillis dans plus de 530 localités. L'estimation de la CVR concernant le nombre de victimes est trois fois plus importante que celle donnée jusqu'à présent (69 280 morts ou disparus entre 1980 et 2000, dont les trois quarts de langue quechua). Selon la CVR, le principal responsable des morts et disparitions est le Sentier lumineux, avec 54 % des victimes, l'armée se voyant attribuer la responsabilité de 31 % des morts et disparitions. Le rapport dénonce aussi la responsabilité politique des présidents Fernando Belaúnde (1980-1985) et Alan García (1985- 1990), ainsi que la responsabilité pénale d'Alberto Fujimori (1990-2000), qui réside actuellement au Japon, échappant ainsi à la justice péruvienne.

VENEZUELA

La Mission Robinson, vaste plan d'alphabétisation lancée par le gouvernement Chávez avec l'aide de Cuba et la participation initiale de quelque 50 000 volontaires, prévoit d'atteindre plus d'un million d'illettrés. Le programme inclut des mesures pour stimuler les participants et les éducateurs allant du panier de provisions à la priorité pour recevoir les crédits des banques d'État destinés à la micro-entreprise. Les paysans qui apprennent à lire et écrire seront prioritaires lors de la remise de terres comme pour l'assistance technique et l'assignation des crédits.

Le nombre de coopératives a crû de manière exponentielle durant ces dernières années, passant de 650 en 1998 (année de la première victoire présidentielle de Chávez) à 5 673 en juillet 2003, avec 40 912 demandes en attente. Cette croissance se doit en bonne partie à l'impulsion que s'efforce de lui donner le président Chávez en permettant l'accès à des prêts d'organismes financiers de l'État, à des taux plus avantageux que ceux du secteur privé, et avec plus de facilité et de rapidité. Dans son programme hebdomadaire de radio et télévision, « Allo Président », Hugo Chávez fait lui-même la promotion de cette forme d'organisation qu'il voudrait constituer en troisième secteur économique entre les entreprise privées et celles d'État.

En mars 2001, l'avocat Rafael Gavero avait demandé l'annulation de 16 articles du Code pénal traitant des délits d'injure, de diffamation et dénigrement des fonctionnaires et des pouvoirs publics. La Salle constitutionnelle du Tribunal suprême a décidé, à la mi juillet, d'en maintenir 12, ordonnant quelques modifications sur les 4 autres, malgré les recommandations en la matière de la Commission interaméricaine des droits humains qui considère que ces « lois sur l'outrage » attentent en général à la liberté d'expression et au droit à l'information.

La désignation des 5 membres du nouveau Conseil national électoral n'a pu être menée à bien par l'Assemblée nationale, comme le prévoit la Constitution : elle requiert en effet le vote des deux tiers de l'Assemblée, soit 110 de ses 165 députés, mais les 84 députés de la majorité gouvernementale et les 78 de l'opposition n'ont pu trouver un accord. Fin août, le Tribunal suprême de justice a donc désigné lui-même le nouveau Conseil électoral, et le gouvernement comme l'opposition se sont déclarés satisfaits de l'équilibre trouvé dans les nominations. Une des premières tâches du Conseil sera de décider de la suite à donner à la volonté de l'opposition de convoquer un référendum, la Constitution le permettant une fois atteinte la moitié du mandat présidentiel – ce qui est le cas depuis le 19 août. Il devra notamment statuer sur la validité des 3 millions de signatures réunies dans ce but par l'opposition.

Le gouvernement a remis en 7 mois un million d'hectares de terres à quelque 41 000 familles, dans le cadre du processus de réforme agraire qui s'est fixé pour objectif d'ici à 5 ans le transfert de 10 millions d'hectares à 500 000 familles. Fin août commence la seconde phase du processus, qui prévoit la répartition d'un autre million d'hectares. La réforme rencontre l'opposition des grands propriétaires et

subsistent quelques foyers de violence.

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – L’actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.